



Projet de programme de base

Lignes directrices de l'ECPM

Une contribution chrétienne-sociale pour l'Europe

Qui somme-nous ?

Nous sommes les membres du Mouvement Politique Chrétien d'Europe (ECPM). Ce mouvement regroupe, à travers toute l'Europe, des partis politiques chrétiens-démocrates, des ONG et des think tanks. Nous nous sommes réunis afin de promouvoir une perspective chrétienne de la démocratie. Toutes les nations de notre continent doivent faire face à toujours plus de problèmes, mais ni les libéraux conservateurs individualistes, ni les sociaux-démocrates technocratiques sont capables d'y apporter une réponse adéquate ou d'y trouver une solution satisfaisante.

Les individus ne font plus confiance aux membres et au travail des institutions politiques. En Europe, les tensions entre les différents groupes ethniques et religieux augmentent sans cesse et les nations sont moins solidaires les unes avec les autres, alors qu'un soutien mutuel est aujourd'hui indispensable pour lutter contre les problèmes sociaux et environnementaux.

Notre but est de promouvoir une perspective chrétienne-démocrate sur ces problèmes du 21e siècle, qui affectent non seulement les individus dans leurs relations au sein de la communauté mais aussi notre responsabilité commune envers notre société. Nous sommes convaincus qu'une pensée sociale chrétienne peut apporter, au niveau politique, des solutions qui contribueront au bien-être de tous les Européens. D'ailleurs, la démocratie chrétienne y contribue depuis son apparition, au début du 19e siècle. C'est en effet à cette époque que des politiciens comme Groen van Prinsterer en ont posé les fondements. Plus tard, au 20e siècle, des chrétiens-démocrates comme Robert Schuman et Alcide de Gasperi ont posé les fondements de l'Union européenne. Nous sommes donc convaincus que la démocratie chrétienne a encore un rôle prépondérant à jouer au 21e siècle.

En tant que membres de l'ECPM, nous croyons que Jésus-Christ nous appelle pour que nous Le suivions dans tous les domaines de la vie. La Bible n'est pas un programme politique et elle n'en fournit pas. Ses enseignements de base offrent les éléments fondamentaux pour un gouvernement juste : la poursuite de la justice et de la liberté. La Bible invite donc les autorités politiques, qu'elles soient locales ou internationales, à travailler avec cet état d'esprit et à être au service des Européens. Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas identifier le Royaume de Dieu avec une cause politique spécifique et nous confirmons que ce Royaume de Dieu exige la poursuite d'un gouvernement juste et la promotion d'une société bien organisée.

Nous nous opposons à l'idée que la religion est seulement une affaire privée concernant les individus. La foi chrétienne a été fondamentale pour la société en Europe : elle a été extrêmement importante lorsque le caractère de notre continent s'est formé. Cela signifie que nous endossons une double responsabilité : défier et affirmer l'ordre social et politique. Nous le ferons toujours selon notre compréhension des principes chrétiens-sociaux.

La compréhension chrétienne de la personne

La tradition chrétienne-démocrate de la pensée est directement liée aux convictions chrétiennes en ce qui concerne la personne, la société et l'autorité politique. Ces principes incluent la notion selon laquelle la valeur de base de chaque être humain vient du fait qu'il a été créé à l'image de Dieu. Nous comprenons l'épanouissement de chaque Homme comme une liberté dont il est responsable. Nous vivons en relation avec les autres et avec la création et nous nous épanouissons grâce au développement de relations au sein de la société. La vision relationnelle de l'être humain est un élément clé pour la politique chrétienne-démocrate et chrétienne-sociale de l'ECPM.

Un regard chrétien-social sur la société et le gouvernement

Notre société se portera bien uniquement si nous nous respectons les uns les autres. La poursuite de nos satisfactions privées ne doit en aucun cas nuire à notre devoir commun de protéger les autres membres de la société. De plus, les exigences de l'Etat ainsi que des autres collectivités ne doivent pas mettre en danger les revendications légitimes de l'individu. Cela signifie que pour qu'une société s'épanouisse, elle doit créer et développer un état d'esprit qui respecte la liberté et l'intégrité des institutions sociales et culturelles. Elle doit également favoriser les bonnes relations entre ces institutions et les individus. Ces institutions regroupent la famille, l'école, les organisations religieuses et les organes représentant les employés et les employeurs. Les individus construisent une société en développant leurs relations les uns avec les autres et en s'occupant des communautés et de leurs problèmes communs.

Le rôle fondamental de l'autorité politique est d'assurer la justice dans le domaine public. L'Etat doit créer des conditions favorisant le bien commun et les rapports sociaux. L'exercice du pouvoir par l'Etat doit toujours être équitable et limité. Non seulement l'Etat doit promouvoir de bonnes relations entre les individus, les associations, les communautés et les autres groupes, mais il doit également respecter leur propre indépendance et interdépendance.

Les représentants de l'autorité politique ont pour mission d'encourager le bien et de combattre l'injustice. Ils ne doivent pas trouver absolument un remède pour tous les maux dont souffre la société et se charger des affaires qui sont du ressort de la famille, de l'église ou d'autres sphères d'autorité. Les gouvernements doivent avant tout être capable de mettre de l'ordre dans leurs propres affaires. Nous croyons que les églises et autres organisations religieuses peuvent grandement contribuer au bien de la société.

Grâce à la participation démocratique, les gens peuvent élargir leurs horizons. Elle leur permet en effet de se renforcer en tant que citoyens et d'accroître leur influence sur les gouvernements. La responsabilité démocratique exige l'expression de l'opinion publique à travers des élections représentatives, des partis politiques, des débats publics et une opposition loyale. Ces aspects de la vie politique, le respect pour les autorités politiques et un gouvernement ouvert et responsable sont essentiels pour la démocratie.

En ce qui concerne les affaires publiques, la responsabilité doit être endossée par l'organe le plus proche possible des citoyens. Tel est le principe de subsidiarité. Nous prônons cet équilibre entre les différentes nations et l'Union européenne. Tout en respectant l'identité nationale, nous devons respecter la souveraineté des Etats. L'Union européenne a besoin de la solidarité entre les nations et les peuples. Elle a également besoin de la subsidiarité pour que cette solidarité reste d'actualité. L'ECPM reconnaît les différents peuples d'Europe.

Aucun parti ou groupe n'a le droit de revendiquer des privilèges spéciaux. Les chrétiens-démocrates rejettent fortement la sécularisation en tant qu'idéologie publique. L'ECPM met en garde contre les dangers que représente pour notre société la sécularisation fondamentaliste. Nous ne pouvons plus accepter que les gouvernements soient empreints de cette sécularisation fondamentaliste, mais nous ne voulons pas non plus des gouvernements empreints de chaque dénomination ecclésiastique. Nous reconnaissons le rôle de la foi chrétienne qui façonne la liberté dont notre continent jouit. Nous affirmons que l'Etat doit reconnaître les droits des minorités religieuses et culturelles et les traiter de manière égale dans la politique publique. Nous accueillons toutes les confessions présentes en Europe. Les individus, les communautés et les organisations doivent avoir une liberté totale de religion et d'expression. Cela doit devenir une priorité en Europe et pour la politique étrangère européenne.

Un regard chrétien-démocrate sur la politique aura toujours une perspective mondiale. Le monde entier a été créé par Dieu et tous les êtres humains ont été faits à Son image. Cela signifie que la démocratie chrétienne vise à avoir une politique étrangère et de défense qui abonde dans ce sens. La démocratie chrétienne promeut le commerce équitable, la paix et la protection de l'environnement.

Nous ne devons pas laisser le contrôle de l'économie à l'Etat, au business ou à la finance. La responsabilité démocratique l'exige. L'Etat doit accroître la contribution et le sens de la responsabilité mutuelle de tous les partis. L'activité économique doit servir les gens, et non pas les dominer. Les implications totales des gens, de la société et de l'environnement dans les marchés nationaux et internationaux doivent être reconnus, car certains acteurs privés de l'économie ne reconnaissent pas toutes ces implications. L'Etat doit essayer d'effacer les inégalités du marché et de la distribution. Les chrétiens-démocrates veulent donner plus de responsabilité à l'Etat en ce qui concerne la justice et les relations sociales, car il ne doit pas se réduire à une simple performance économique.

Les thèmes de base de la politique chrétienne-sociale

En tant que chrétiens-démocrates, nous sommes conscients que nous ne possédons pas toutes les solutions pour résoudre les problèmes de l'Europe. Cependant, nous sommes convaincus que le christianisme peut contribuer de manière significative au bien-être de notre société. C'est pour cette raison que nous nous engageons à respecter les neuf principes de base suivants, qui soulignent quelques thèmes de base de la politique chrétienne-sociale.

- **Justice**

La justice sociale est l'un des enseignements fondamentaux de la Bible. Elle constitue la base de la politique chrétienne-sociale. Tous les hommes et les femmes ont droit au même respect et à la même égalité de traitement. Les hommes et les femmes ont des responsabilités les uns envers les autres et envers la société en général. La justice sociale exige le même regard pour tous. Cela implique que l'on s'inquiète tout particulièrement des pauvres, des réfugiés, de ceux qui souffrent et de ceux qui n'ont aucun pouvoir. Pour cela, nous devons nous opposer fermement à l'exploitation et à la privation. Cela exige également que des ressources appropriées et des opportunités soient à disposition. Ainsi, nous pouvons satisfaire les besoins tous afin que chacun puisse jouer un rôle dans la vie communautaire. Nous croyons fermement que les gouvernements ont une responsabilité particulière envers ceux qui ne peuvent pas subvenir à leurs propres besoins, que ce soit dans leur propre pays ou à l'étranger. Certes, les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer pour lutter contre l'injustice sociale, mais un environnement familial sain, une bonne éducation et un système de soins efficace sont également indispensables pour empêcher la pauvreté.

- **Respect de la vie**

Dieu a créé les êtres humains à Son image. Le droit à la vie est le premier de tous les droits humains. Il est une valeur intrinsèque de chaque vie humaine. Nous tenons à mettre en évidence la dignité fondamentale de ceux qui ne sont pas encore nés, des infirmes, des handicapés physiques et mentaux, des personnes âgées, ou de ceux qui ne peuvent s'exprimer par eux-mêmes. Respecter toutes ces personnes signifie également leur garantir une qualité de vie décente. Nos communautés doivent satisfaire les besoins de tous ceux qui, pour une raison quelconque, ne sont pas en mesure de combler leurs besoins essentiels. Promouvoir des soins pour les personnes enceintes, soutenir les établissements sociaux et interdire l'euthanasie sont donc autant d'implications pour mener à bien une telle politique. Nous sommes également convaincus que le clonage d'humains et d'animaux va à l'encontre du respect de la vie humaine.

- **Priorité à la famille**

Une bonne vie de famille implique de bonnes relations dans la société. C'est pour cette raison que nous affirmons que la famille est la pierre angulaire de la société. C'est au sein de la famille que les enfants doivent apprendre la responsabilité, les valeurs, afin de pouvoir se comporter en citoyens responsables. Nous devons donner aux familles tous les moyens nécessaires pour assumer de telles responsabilités.

- **Réconciliation**

La réconciliation concerne les individus, les groupes sociaux et économiques, mais également les personnes engagées en politique. Nous devons agir pour favoriser la réconciliation à un niveau local,

national et international, bien que nous reconnaissons qu'il sera difficile d'atteindre, à un niveau mondial, de tels objectifs.

L'humilité, le repentir, la patience et la pardon ne sont pas seulement des valeurs personnelles, elles sont également politiques et sont essentielles si l'on entend résoudre les conflits grâce à une compréhension mutuelle. Ces principes exigent que nous renoncions à tous les armements dont l'usage est incompatible avec la recherche de la paix.

- **Compassion active**

Dieu appelle les Hommes à aimer de manière active les autres, et ce afin de remplacer une certaine indifférence due à de la passivité, de l'égoïsme ou de l'ignorance. Un tel amour compatissant inspire non seulement un sentiment de justice, mais aussi une réelle générosité. Nous portons tous la responsabilité, individuellement ou conjointement, d'offrir un tel service à notre prochain. Les gouvernements doivent motiver les individus, les familles, les œuvres caritatives et toutes les autres organisations, afin que tout le monde fasse preuve de compassion active. L'Etat doit assister et inciter la communauté à satisfaire les besoins essentiels des pauvres avant de satisfaire les préférences des riches.

- **Responsabilité**

Les êtres humains et la création sont liés. Toute activité économique implique une responsabilité devant Dieu et envers le monde qu'Il nous a confié. Nous affirmons que la création divine est une partie importante de la politique chrétienne-sociale.

- **Création et environnement**

A un niveau local, national et international, les gouvernements doivent empêcher la surexploitation des ressources naturelles. Nous devons tous nous montrer responsables envers le monde créé. Cela signifie qu'une économie et un environnement équilibrés et durables doivent devenir une priorité. Les changements climatiques sont sans doute le plus grand défi auquel nous devons faire face aujourd'hui. Nous devons à tous prix réduire l'utilisation d'énergies non-renouvelables. Nous devons également réduire les émissions de gaz carbonique et augmenter l'utilisation d'énergies propres.

Nous devons arrêter la destruction des écosystèmes dans les forêts et les océans car ces derniers ont besoin de se reformer. Notre priorité doit dorénavant aller à des mesures concrètes et pratiques pour protéger l'environnement. Notre devoir est de mettre en place une politique forte afin de préserver le climat.

- **Economie**

Dieu fournit aux Hommes des ressources économiques afin qu'ils satisfassent leurs besoins. S'il le fait, c'est pour nous aider à développer nos capacités en matière de justice, de coopération et d'assistance mutuelle. Ces ressources doivent être utilisées de manière créative et en pensant aux autres (ce qui inclut les générations futures) et à l'environnement. Les marchés ne sont pas une loi en eux-mêmes. Ce sont les décisions des gens qui les forment. Cela signifie que nous devons les structurer pour que ceux qui dirigent les transactions économiques le fassent avec équité et en toute bonne foi. Les besoins de la communauté doivent primer.

Les concentrations des richesses et du pouvoir nuisent à la responsabilité et peuvent causer des distorsions au sein du marché. Nous voulons une économie où les banques, les business, les syndicats, les groupes professionnels et les départements gouvernementaux travaillent ensemble, avec une meilleure compréhension mutuelle et une plus grande responsabilité publique. Le développement économique n'est qu'un moyen et, de ce fait, ne doit pas passer avant la justice sociale et la protection de l'environnement.

Le premier devoir d'un gouvernement, dans le domaine de l'économie, est de contrôler la mise en place de structures équitables, et ce dans tous les domaines de l'activité économique. Ce genre de justice inclut le maintien d'une monnaie forte, à l'abri de l'inflation et de la déflation. Cette justice favorise la création de richesses grâce à la création d'emplois. De plus, les partis chrétiens-démocrates refusent qu'une personne continue de s'appuyer sur les provisions d'un Etat, et ce pour que tout le monde participe pleinement à l'économie. Nous devons utiliser nos ressources communes et individuelles de façon que notre monde créé soit respecté au mieux.

- **Autonomisation**

Parfois, l'accumulation de pouvoirs peut s'avérer nécessaire, notamment pour le bon fonctionnement de certaines tâches. Cependant, le pouvoir est susceptible d'engendrer des attitudes dominatrices et de contrôle. Pour cette raison, il est faux de vouloir assigner à de grandes organisations des tâches que des associations plus petites, locales, sont habilitées à faire. Nous nous devons de demander des comptes à ceux qui cumulent des pouvoirs : grands propriétaires de biens, groupes d'intérêts professionnels, syndicats, multinationales, gouvernements nationaux et chefs de blocs politiques. Ils ont en effet le pouvoir de travailler de manière responsable ou irresponsable, pour ou contre le bien de la communauté. Ils doivent être tenus responsables de leur comportements dans leur exercice du pouvoir.

Les gens doivent devenir plus autonomes si l'on veut lutter contre la pauvreté, qui naît souvent de circonstances indépendantes de leur volonté. Ils doivent être intégrés dans le processus de prise de décision. Chaque individu a droit à une éducation, doit savoir lire et écrire et pour ce faire a besoin de services publics compétents. Ces services sont autant d'outils qui lui permettent de retrouver confiance en lui et de continuer à croire en ses possibilités. Pour y parvenir, les gouvernements doivent soutenir les individus et les communautés. Empêcher la corruption et la discrimination est un élément primordial dans la lutte pour le bien-être de tous.

Nous, chrétiens-démocrates, allons promouvoir nos valeurs chrétiennes-sociales. Nous allons le faire sur notre continent et même au-delà. Nous allons essayer d'intégrer notre politique chrétienne-sociale dans nos institutions politiques locales, nationales et européennes. Nous avons conscience des problèmes et des défis qui nous attendent. Nous regardons vers l'avenir avec confiance et détermination. Notre foi chrétienne nous donne une force qui défie toute pensée négative ou pessimiste. Cela signifie que nous sommes capables de travailler en Europe et même au-delà, de partager l'amour de Dieu et de travailler pour un futur meilleur.

